

Dix bonnes raisons en faveur du 0,7% - questions clés

Les Objectifs du Millénaire, c'est quoi?

En 2000, lors de l'Assemblée Générale de l'ONU, les représentants de tous les pays du monde ont adopté la Déclaration du Millénaire. Ils se sont ainsi engagés à combattre ensemble l'extrême pauvreté et la faim. Pour cela, ils ont défini huit objectifs à atteindre jusqu'en 2015, qui ont la particularité d'être mesurables et donc concrets. Ce sont les Objectifs du Millénaire pour le Développement (diminutif en anglais : MDGs).

Objectif n°1 - Réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim

Objectif n°2 - Assurer la scolarisation primaire de tous les enfants

Objectif n°3 - Promouvoir l'égalité des sexes et renforcer la place de la femme

Objectif n°4 - Réduire de deux tiers la mortalité infantile

Objectif n°5 - Réduire de trois quarts la mortalité maternelle

Objectif n°6 - Stopper la propagation du sida, de la malaria et d'autres maladies

Objectif n°7 - Diminuer de moitié le nombre de personnes n'ayant ni source sûre d'eau potable ni sanitaires, et mettre fin à la déperdition des ressources naturelles

Objectif n°8 - Instaurer un partenariat mondial pour le développement : établir des relations commerciales et financières équitables, libérer les pays pauvres du fardeau de la dette et accroître l'aide au développement.

Les Objectifs du Millénaire, pourquoi?

Parce que la pauvreté est un scandale et non une fatalité :

- Dans le monde, 850 millions de personnes souffrent de la faim. Chaque année, ce sont 6,5 millions d'enfants qui en meurent : l'équivalent de presque toute la population suisse !
- La moitié de l'humanité vit avec moins de trois francs par jour.
- Plus d'un milliard d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable, plus de 2,5 milliards n'ont pas d'infrastructures sanitaires à disposition. A cause de cela, 6'000 êtres humains, surtout des enfants, meurent chaque jour de maladies guérissables.
- Environ 114 millions d'enfants ne vont pas à l'école (scolarisation primaire). Un être humain sur cinq ne sait ni lire ni écrire – deux tiers d'entre eux sont des femmes.
- Chaque année, près de 10 millions d'enfants meurent dans le monde avant l'âge de cinq ans.
- En Afrique, la malaria tue un enfant toutes les 30 secondes ; par an, ce sont environ trois millions d'êtres humains qui succombent à cette maladie dans le monde entier. 40 millions d'êtres humains sont atteints du SIDA.
- Les populations pauvres sont le plus directement touchées par le changement climatique, alors même qu'elles n'en portent pas la responsabilité principale. Les déserts avancent, l'agriculture est menacée et des maladies se répandent.
- Les femmes prennent en charge la plus grande partie des tâches domestiques et éducatives de la famille. Pourtant, elles sont systématiquement désavantagées en matière de santé, d'éducation, de travail, d'accès à la propriété et de participation politique.

La pauvreté est la conséquence d'injustices sociales et de graves atteintes à l'environnement. Seul un engagement commun des pays riches peut contribuer à la réduire.

Pourquoi 0,7% ?

Les pays en développement sont en première ligne responsables de la concrétisation des Objectifs du Millénaire. Les Nations Unies ont exigé qu'ils orientent mieux leurs politiques et leurs dépenses publiques vers la lutte contre la pauvreté, qu'ils encouragent la démocratie et combattent la corruption. Pour cela, ils ont besoin de notre soutien. Si l'on investit 70 centimes sur 100 francs gagnés en Suisse et dans les autres pays riches de manière ciblée dans la lutte contre la pauvreté, les Objectifs du Millénaire peuvent devenir réalité. Ce calcul est fondé sur les statistiques du « Millenium Project » des Nations Unies. L'augmentation de l'aide au développement à 0,7% du produit national brut (PNB) n'est pas une demande récente : l'ONU, l'OCDE, la Banque Mondiale et d'autres organisations internationales la recommandent depuis longtemps.

Où en sommes-nous dans la réalisation des Objectifs du Millénaire ?

Des progrès ont été accomplis depuis l'adoption de la Déclaration du Millénaire en 2000. Ainsi, 34 millions de filles et de garçons ont été scolarisés ; grâce aux vaccins, le nombre d'enfants africains morts de la rougeole a chuté de 75% ; en 2006, 1,6 millions d'êtres humains séropositifs ont reçu une médication appropriée – six fois plus qu'en 2001.

Mais cela ne suffit pas. La cause principale de la mortalité infantile reste la sous-nutrition. Et chaque année, la malaria touche encore 500 millions de personnes. L'aide destinée à améliorer l'accès à l'eau potable et aux infrastructures sanitaires est insuffisante.

Lors de leur bilan intermédiaire, l'ONU et d'autres organisations internationales ont tiré la sonnette d'alarme : si le rythme ne s'accélère pas pendant la deuxième « mi-temps » des Objectifs du Millénaire, la plupart de ceux-ci ne seront pas atteints. Beaucoup d'efforts sont encore nécessaires pour les réaliser.

L'aide au développement est-elle utile ?

Si l'aide au développement est investie de manière ciblée dans la lutte contre la pauvreté et les injustices, elle est effectivement très utile. Ne peut-on pas parler de succès alors que :

- l'espérance de vie dans les pays pauvres est passée de 48 ans à 68 ans depuis 1960 ?
- la mortalité infantile est trois fois moindre qu'il y a 40 ans ?
- la variole, qui faisait 2 millions de morts par an, a été éradiquée ?

La coopération suisse au développement rend possible l'accès à l'eau potable pour 300'000 personnes chaque année. Au Népal, elle a amélioré la communication entre les villages de montagne et joué un rôle actif dans les négociations de paix. Son engagement traditionnel dans le développement agricole a contribué à améliorer la sécurité alimentaire pour des millions d'êtres humains.

Que fait la Suisse aujourd'hui ?

La coopération suisse au développement jouit d'une bonne réputation internationale. Son principe fondamental est « aider à s'aider soi-même ». Elle repose, par conséquent, largement sur les besoins des pays en développement et l'établissement de partenariats pour soutenir des initiatives locales. Elle a une grande capacité d'innovation, car elle sait tirer les leçons de ses propres erreurs et s'adapter aux situations nouvelles. Ses qualités reposent sur une étroite collaboration entre la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), qui est l'organe de l'Administration fédérale responsable de la mise en œuvre de l'aide, et les œuvres d'entraide privées qui disposent de connaissances pointues et bénéficient d'un bon ancrage dans le terrain. La coopération au développement de la Suisse est de bonne qualité, mais elle est insuffisante.

La Suisse n'en fait-elle pas déjà assez ?

La Suisse a renouvelé à plusieurs reprises son engagement pour les Objectifs du Millénaire. Mais peu de mesures concrètes ont fait suite à cette promesse. Entre 2000 et 2006, son aide au développement a augmenté de 0,34% à 0,39% du PNB. Ces chiffres ne sont toutefois que théoriques, car le Conseil Fédéral a changé les bases de calcul. Depuis 2004, des dépenses qui n'ont rien à voir avec l'aide au développement sont incluses dans les statistiques comme, par exemple, celles liées à la prise en charge des requérants d'asile en Suisse. En 2006, la France et l'Autriche ont atteint 0,47%, la Belgique 0,5%, la Grande Bretagne et l'Irlande 0,52%. L'aide du Danemark, du Luxembourg, de la Norvège, de la Suède et des Pays-Bas fluctuent entre 0,8% et 1% de leur PNB.

Les 15 pays de l'Europe de l'Ouest ont promis d'augmenter leur aide à 0,7% du PNB d'ici à 2015. Jusqu'à présent, le Conseil fédéral n'a annoncé aucune augmentation.

Dans quel(s) domaine(s) la Suisse devrait-elle s'engager davantage ?

Dans tous les domaines où elle est compétente. Quelques exemples :

- **Lutte contre la faim** : la coopération suisse s'engage depuis ses débuts à améliorer la situation alimentaire des pauvres.
- **De l'eau pour tous** : en tant que château d'eau de l'Europe, la Suisse dispose d'une expertise qu'elle peut transmettre lorsqu'il s'agit d'infrastructures hydrauliques et sanitaires. En outre, son aide est utile pour les petites centrales électriques.
- **Santé** : la Suisse a une grande expérience en matière de prévention et de traitement des maladies. Ce savoir-faire profiterait largement aux pays pauvres. En effet, le sida, la malaria et les autres maladies causent de grandes souffrances humaines et ont des conséquences économiques importantes.
- **Changement climatique** : la Suisse est compétente en matière d'agriculture durable, de technologies vertes et de protection de l'environnement. Elle peut faire bénéficier d'autres pays de ces compétences. Le changement climatique touche en effet en premier lieu les pays pauvres et aggrave la faim et la pauvreté.
- **Démocratie et droits humains** : la Suisse a une longue tradition démocratique. Elle peut utiliser cette expérience pour aider les laissés-pour-compte et les femmes à défendre leurs droits, afin d'éviter qu'ils soient exclus du développement social et économique.
- **Education et travail** : ouvrir un chemin à l'éducation et à la formation pour les enfants et les adultes fait partie des capacités de la Suisse, pays de Pestalozzi. En effet, sans éducation, le développement n'est pas possible.

Pourquoi les Objectifs du Millénaire sont-ils utiles pour nous ?

Ils constituent un investissement pour notre avenir. Un pays sur trois dans le monde souffre aujourd'hui d'une fracture dans sa cohésion sociale et/ou d'une mauvaise gestion étatique. Les mouvements fondamentalistes et les dangers écologiques prennent de l'importance. Des milliards de personnes vivent sans aucune perspective. Leurs problèmes deviendront bientôt les nôtres si nous ne les prenons pas au sérieux. Si nous n'agissons pas, tout ce qui nous est cher – l'État social, la sécurité, la démocratie – sera compromis. La solution est dans une coopération internationale intensive ; les Objectifs du Millénaire en constituent l'axe central.

La Suisse peut-elle donner davantage pour l'aide au développement ?

Oui, elle le peut, et même sans problème. L'augmentation de l'aide au développement à 0,7% de notre PNB suppose une augmentation des dépenses totales de la Confédération de 2,5%. Si on transpose celle-ci aux ménages privés, cela signifie une augmentation du loyer de 1500 à 1537

francs, du billet de cinéma de 18.- à 18,45 francs, du plein d'essence de 80 à 82 francs. Personne ne déménagerait pour cela, ni ne renoncerait à aller au cinéma, ni n'arrêterait d'utiliser sa voiture.